



# Revue de presse

Semaine du 19 au 26 novembre 2021



## A NE PAS MANQUER

### Loi AGECE et emballages, des engagements difficiles à tenir pour la restauration à emporter

SNACKING 22/11/2021

Promulguée peu de temps avant l'épidémie de Covid, la loi AGECE (Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire) prévoyait plusieurs mesures destinées à réduire les déchets de la restauration à emporter. Mais tandis que la Semaine Européenne de Réduction des Déchets a débuté depuis le 20 novembre, l'association No Plastic In My Sea vient de publier un rapport d'enquête peu reluisant sur son application dans le secteur, alors même que la pratique de la vente à emporter s'est développée depuis la pandémie. Quels sont les résultats de cette enquête ?

- ✓ 60 % des restaurateurs à table proposeraient de la vente à emporter alors qu'ils n'étaient que 44 % en 2019
- ✓ 59 % des restaurants visités refuseraient les contenants pour les boissons
- ✓ 70 % des restaurants interrogés n'offriraient pas au consommateur la possibilité d'utiliser ses propres contenants réutilisables.
- ✓ En 2018, avant la crise, la vente à emporter produisait déjà, en effet, 221 943 tonnes de déchets.



## A LIRE

### COVID

#### Coronavirus : Rappel vaccinal, pass sanitaire, protocole à l'école... L'essentiel des annonces d'Olivier Véran

20 MINUTES 25/11/2021

EPIDEMIE Les ministres de la Santé et de l'Education ont annoncé ce jeudi une série de nouvelles mesures pour endiguer la 5e vague de l'épidémie de coronavirus qui démarre de façon « fulgurante »

- ⇒ **BFM BUSINESS**
- ⇒ **LE PARISIEN**
- ⇒ **LE FIGARO**

### HABITUDES DE CONSOMMATION / FILIERE / AGRICULTURE

#### Gros bovins : les prix continuent de monter

LES MARCHES 24/11/2021

Le marché français des gros bovins demeure très ferme et les prix continuent de battre records sur record.

#### La grande distribution accélère dans le vegan mais les ventes s'essouffent déjà en france

BFMBUSINESS 23/11/2021

D'un côté, une offre de plus en plus abondante dans les enseignes, de l'autre un marché qui accélère bien moins vite que dans le reste du monde. Après le bio, c'est au tour des produits alimentaires végan ou végétaux d'avoir le vent en poupe chez les grands distributeurs. A l'instar du groupe Casino (Géant Casino, Casino Supermarchés, Le Petit Casino, Monoprix, Franprix, Leader Price).

## #CIBM2021, les enjeux de la filière boulangerie passés au crible

SNACKING 18/11/2021

Deux ans après la précédente édition, la Convention Internationale de la Boulangerie Moderne, qui s'est tenue le 16 novembre dernier à Paris, aura permis de constater la capacité de résilience d'une filière en pleine mutation, qui a su faire face au plus fort de la crise. Mieux, ce secteur a souvent constitué une valeur refuge pour des consommateurs confinés, privés de sorties hors-domicile. Reste qu'entre la valorisation de la tradition et la diversification nécessaire de l'offre, les aspirations des clients vers une montée en gamme et une réalité économique exacerbée par la hausse des matières premières, de nombreux défis se posent pour que le marché réussisse sa métamorphose.

## Le vrai/faux de la HVE : toutes les questions qui se posent sur la certification

REUSSIR 19/11/2021

Dix ans après sa création, près de 20 000 exploitations agricoles sont certifiées Haute valeur environnementale (HVE), un chiffre qui a plus que doublé en un an. Cette progression soutenue par le gouvernement essuie de nombreuses critiques de la part des acteurs de l'agriculture bio, notamment. Tour de piste des principales questions soulevées par la démarche et réponses avec des experts intervenant à une conférence organisée le 18 novembre.

## Alimentation et responsabilité : la prise de conscience s'accélère, selon une étude

LE FIGARO 18/11/2021

Le constat est d'autant plus vrai chez les jeunes, qui privilégient notamment les produits bio. Question alimentation, les Français sont sur la bonne voie à en croire la troisième édition du baromètre annuel de la transition alimentaire Opinion Way pour Max Havelaar France\*. Quelque 90% d'entre eux achètent des produits responsables (fabriqués en France ou dans sa région, réduisant les emballages, biologiques, issus du commerce équitable) au moins une fois par mois et 66% au moins une fois par semaine.

## RESTAURATION COLLECTIVE

### Comment la restauration collective s'adapte au télétravail

LES ECHOS 24/11/2021

Elior, Compass, Sodexo et autres ont été bousculés par la crise puis par le recours accru au télétravail qui vide les cantines deux jours par semaine en moyenne. Une offre plus bio et plus responsable, de nouveaux services omnicanaux, des espaces hybrides, gonflent le panier moyen et le taux de captation des salariés. L'industrie, l'enseignement et la santé sont eux repartis.

### Compass double son bénéfice en 2021 grâce à la reprise post-confinements

LE FIGARO 23/11/2021

Le géant britannique de la restauration collective Compass a vu son bénéfice quasi doubler lors de son exercice 2021 décalé, malgré une baisse des ventes, et il est optimiste pour l'année à venir.

## MATIÈRES PREMIÈRES - INFLATION DES PRIX : ce qui se passe en GMS peut impacter le hors domicile

### Les prix alimentaires commencent à flamber

FRANCE INFO - Le 06h00-10h00 - 20/11/2021

Les prix du secteur alimentaire flambent. Des hausses contenues pour le moment, dans les supermarchés des pays occidentaux. Mais sur un an, les Nations Unies notent une hausse de plus de 30% du prix d'un panier alimentaire de base.

## Prix alimentaires – Système U : interview de Dominique Schelcher

**RADIO CLASSIQUE : La matinale économique - 24/11/2021**

Le PDG de Système U est intervenu mercredi en assurant avoir "maîtrisé la tendance de hausse des prix dans l'alimentaire". "La grande distribution a bien fait son travail pour protéger le pouvoir d'achat des clients même si certains produits - composés majoritairement de matières premières agricoles - comme les pâtes ou l'huile ont augmenté de quelques centimes à cause des aléas climatiques, de l'augmentation des coûts de production.

Pour le reste, les grandes discussions avec les industriels ont démarré, je ne peux pas vous dire quel va être l'impact à l'issue de ces négociations, elles s'arrêteront le 28 février prochain. Encore une fois, lorsqu'il y aura une part importante de matières premières agricoles et que le prix demandé va au profit de l'agriculteur, on aura pas de difficultés à accepter ces hausses. En revanche, lorsqu'on vient nous voir avec un pourcentage global qui n'est pas clair, qui n'est pas transparent, on discutera pour comprendre les choses. C'est le travail que nous mènerons dans les prochains mois".

## Devant la flambée des coûts, la filière porcine "très inquiète pour son avenir" (FNP)

**AFP - 24/11/2021**

La filière porcine française s'est dite mercredi "très inquiète pour son avenir", des éleveurs étant réduits à vendre à perte leurs animaux, les prix d'achat ne couvrant pas leurs coûts de production en raison de la flambée des céréales. "Les éleveurs ont besoin d'oxygène", de voir les cours remonter, a déclaré le président de l'interprofession porcine Inaporc, lors d'une conférence de presse à Paris. "Il y a un gros risque de baisse de production dans les mois à venir" en raison de "truies qui partent à la réforme", a complété François Valy, vice-président de l'Inaporc et président de la Fédération nationale porcine (FNP), branche spécialisée de la FNSEA. En élevage porcin, "75% de nos charges sont alimentaires", a-t-il rappelé. Or le coût de l'alimentation des porcs (blé, maïs, tourteaux de soja et de colza) s'approche des 300 euros la tonne tandis que les cours du porc baissent au niveau de 2018 - l'aliment coûtait alors 236 euros la tonne. En cause, un "encombrement du marché européen" du fait du ralentissement de la demande chinoise et des difficultés de l'Allemagne, touchée par la peste porcine africaine, à exporter sa production. Le climat était nettement plus favorable fin 2019-début 2020, quand les cours étaient portés par la frénésie d'achats chinois. Le cheptel local, alors décimé par la peste porcine africaine, a depuis été reconstitué. Selon M. Valy, à ce rythme, un élevage moyen devra faire face à jusqu'à 120.000 euros de perte en six mois. La filière en appelle donc à l'achat citoyen de porc français.

## EGALIM

**« Ma-cantine » : un outil numérique au service de la restauration collective : <https://ma-cantine.beta.gouv.fr/accueil>.**

**Zepros News 26/11/2021**

Vous vous interrogez encore sur le pourquoi et le comment mettre en œuvre la loi Egalim promulguée en 2018 ainsi que la loi Climat et Résilience d'août 2021 ? Découvrez l'outil « Ma-cantine ».

Pour accompagner l'ensemble de la restauration collective rendant un service public, l'outil numérique « Ma-cantine » a été lancé sous l'impulsion de la direction interministérielle du numérique (DINUM) et du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Décryptage des lois et leurs impacts en restauration collective, présentation d'un tableur de suivi des approvisionnements, d'une calculette afin d'obtenir son score EGAlim, ainsi qu'un générateur d'affiche répondant aux obligations réglementaires d'information des convives et un accès à de la documentation officielle sont entre autres proposés.

## COVID 19 – IMPACTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX

**Les Echos - 23/11/2021 : [Comment la cinquième vague peut menacer la reprise](#)**

## Après le Covid, gare au prochain "choc" sur les systèmes alimentaires, avertit la FAO

**AFP - 24/11/2021**

Pas encore sortis du Covid-19, les systèmes agroalimentaires mondiaux doivent se préparer sans tarder à affronter de nouveaux "chocs" dans le futur, qu'il s'agisse de sécheresses, d'inondations ou de maladies diverses, a averti mardi la FAO. À l'heure actuelle, il y a déjà "trois milliards de personnes qui ne peuvent se permettre d'avoir une alimentation saine qui les préserve de la malnutrition", rappelle l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans un rapport. "Un milliard de personnes de plus seraient exposées au risque de ne plus pouvoir se permettre une alimentation saine si un choc soudain venait à réduire leurs revenus d'un tiers", ont calculé les économistes de la FAO.

Une réduction de moyens de cet ordre "peut survenir assez facilement", par exemple s'il y a une perte d'emploi dans un ménage, note Andrea Cattaneo, économiste principal et coordonnateur de la publication, interrogé par l'AFP. "Sur ce milliard de personnes, la quasi-totalité sont situées dans des pays à revenu intermédiaire, ce qui nous a surpris", poursuit-il. Dans les pays à faible revenu, le risque est plutôt qu'un nombre beaucoup plus grand de personnes ne puissent même plus se permettre une alimentation suffisamment énergétique si leurs revenus étaient réduits d'un tiers.

## NUTRITION – SANTE

**Le Figaro 22/11/2021** : [La dénutrition : une maladie qui guette les personnes âgées](#)

**LSA – 25/11/2021** : [La filière laitière plébiscite un nouvel algorithme pour le nutri-score sur les fromages](#)

La Coopération Laitière, la Fédération Nationale de l'Industrie Laitière (FNIL) et la Fédération Nationale des Producteurs Laitiers (FNPL) demandent au ministre « que les représentants de la filière soient associés aux travaux lancés pour revoir la méthodologie de calcul » et proposent une révision de l'algorithme, qui permettrait aux produits de tendre vers la note C. « Nous avons communiqué au comité de pilotage européen, qui a été mis en place, les avis scientifiques pour faire évoluer le système », confie **Jehan Moreau, directeur de la FNIL**. Encore facultatif en France, le nutri-score ne sera pas obligatoire tant qu'un référentiel commun européen ne sera pas trouvé. « La France prend la présidence de l'Union européenne en janvier et sera suivie de l'Italie. On peut envisager qu'un texte européen voit le jour en 2023 », ajoute J. Moreau. Mais les industriels du fromage, qui avouent être inquiets, ne sont pas les seuls à vouloir revoir la copie. Les fabricants de produits à base de matières grasses végétales et les opérateurs de la filière poisson auraient également des revendications. Ce qu'a obtenu l'huile d'olive.

## INFOS INTERNES

### #Reemploi. Options Solutions veut être le leader et prépare un 1er centre de lavage & logistique parisien

SNACKING 25/11/2021

Alors que la restauration rapide subit une vraie transition écologique, avec la mise en place de vaisselle en « dur » au 1er janvier 2023, loi Agec oblige, les acteurs logisticiens avancent leurs pions. Parmi ceux-là, le leader de la location de matériel événementiel Options a créé Options Solutions et compte bien s'appuyer sur ses 17 antennes européennes et un prochain laboratoire parisien, pour prendre le leadership.

### Elior fixe de nouveaux objectifs après des résultats au-dessus des attentes

CHALLENGES 24/11/2021

(Reuters) - Elior a annoncé mercredi ses premiers objectifs financiers chiffrés depuis la pandémie de COVID-19 après avoir enregistré des résultats annuels supérieurs aux attentes à la faveur de la reprise progressive de ses activités.

### Daunat de retour à la croissance en 2021

LES MARCHES 22/11/2021

Le groupe Daunat signe en 2021 son retour à la croissance sur le marché du sandwich et des salades, après une campagne de communication efficace.

⇒ **SNACKING**

### Nouveau départ pour Flunch – Zepros 24/11/21

L'horizon se dégage pour la célèbre chaîne de restauration en libre-service. Flunch a en effet validé son plan de sortie de la procédure de sauvegarde, accordée par le Tribunal de Commerce de Lille le 29 janvier dernier. Après une baisse du chiffre d'affaires de près de 237 M€ (-56 %) en 2020 et de 294 M€ (-70 %) en 2021 par rapport à 2019 du fait de la crise sanitaire, Flunch avait, en effet, décidé de se placer sous la protection du Tribunal de Commerce de Lille en demandant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde (gel des dettes antérieures).

## Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne (PFUE)

### Le calendrier et les priorités de la France à l'approche de la présidence française du Conseil de l'UE.

Les priorités de la France s'inscrivent sous le triptyque « puissance, relance et appartenance ». Le programme de la PFUE sera annoncé auprès du Conseil européen des 16 et 17 décembre à Bruxelles. La présentation au Parlement européen des priorités de la France aura lieu lors de la plénière du 19 janvier 2022 à Strasbourg. Emmanuel Macron recevra les commissaires européens la première semaine de janvier.

Les priorités européennes seront de :

- protéger contre le dumping environnemental (CBAM),
- protéger contre le dumping social (salaire minimum)
- et protéger des GAFAM (régulation, DMA/DSA).
- Figurent également parmi les priorités la PAC pour 2023 et le suivi du plan de relance européen.

Les priorités du MEDEF sont le climat et l'énergie (décarbonation, taxonomie, CBAM), le numérique (DSA/DMA, cyber-souveraineté) et la politique industrielle (défense des intérêts européens face à la Chine et les Etats-Unis) avec un point de vigilance sur l'articulation entre le droit européen et le droit français.

### Agnès Pannier-Runacher a précisé ses trois priorités pour la présidence française de l'UE

Le 25 novembre, Agnès Pannier-Runacher, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances de France, a précisé à la presse les trois axes sur lesquels elle souhaite faire avancer les discussions durant la présidence française du Conseil de l'UE :

- 1) La décarbonation de l'industrie ;
- 2) La poursuite des discussions sur l'indépendance stratégique de l'UE ;
- 3) La concurrence loyale avec les pays tiers.

Sur le troisième volet, la ministre déléguée chargée de l'Industrie souhaite particulièrement avancer avec un accord sur le projet de règlement sur les investissements étrangers déloyaux actuellement en négociation. La décarbonation de l'industrie échappera en grande partie à son champ de compétence, puisque le paquet climat en discussion relève surtout des formations Énergie, Environnement, Transports et Affaires économiques du Conseil. Agnès Pannier-Runacher aura néanmoins la main sur le Conseil Compétitivité en tant que ministre chargée de l'Industrie.

## PRÉSIDENTIELLES

### La décarbonation est un sujet montant des Présidentielles (source : MEDEF puis AFP)

Dans une [tribune du JDD](#) du 6 novembre, Geoffroy Roux de Bézieux défendait un « capitalisme décarboné » lorsque se tenait encore la COP26 à Glasgow. Les candidats à la présidentielle se positionnent de plus en plus sur la thématique de la décarbonation de l'économie, et pas seulement sur la thématique de l'énergie nucléaire. Dans son plan France 2030, le président de la République avait consacré 30 milliards d'euros de son budget à la décarbonation de l'économie le 12 octobre.

Pour information, depuis le lancement du plan de relance en 2020, 141 sites industriels ont reçu des aides publiques afin de faciliter la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre dont 42 annoncés le 19 novembre par Agnès Pannier-Runacher. Parmi les 42 nouveaux bénéficiaires, figurent quelques sites de l'agroalimentaire : Nestlé à Boué, Roquette à Merville, Tereos à Bucy-le-Long et à Attin ou Labeyrie à Saint-Geours-de-Marenne et à Came. La feuille de route de décarbonation mise en place par les industriels en lien avec l'Etat doit permettre de réduire de 35% leurs émissions d'ici 2030, et de parvenir à la neutralité carbone en 2050.

